

dre compte de la situation financière dans laquelle le Canada se trouve aujourd'hui. Nous dépensons de l'argent pour des travaux à différentes époques que l'on pourrait parfaitement laisser en suspens. Il n'y a aucune nécessité immédiate en temps de guerre de continuer aussi rapidement les travaux du chemin de fer de la baie d'Hudson. Avant que la ligne soit d'aucune utilité et avant qu'elle puisse effectuer le transport du grain et du bétail du Nord-Ouest, il faudra encore faire une dépense d'environ 20 ou 25 millions de dollars pour la construction de la gare terminus du chemin de fer, il faudra établir des lignes de navigation, un quai et d'autres installations qui peuvent bien attendre que la guerre soit finie. Je demande à mon honorable ami s'il devrait exiger de la Chambre qu'elle adopte ces résolutions ou s'il ne devrait pas renvoyer l'affaire au comité des subsides pour faire réduire de beaucoup ce montant.

M. NESBITT: Je n'étais pas présent quand ce chapitre a été adopté par le comité des subsides et je prends la parole pour approuver ce qu'a dit l'honorable député de Saint-Jean (M. Pugsley). J'estime qu'il est très regrettable de dépenser cette année \$3,000,000 pour le chemin de fer de la baie d'Hudson. Je suis bien sûr que le ministre des Finances se rend compte de la situation du pays au point de vue des dépenses, si personne d'autre ne s'en inquiète, parce que l'honorable ministre doit trouver l'argent pour ces dépenses.

Mon honorable ami de Saint-Jean a raison d'appeler l'attention sur le récent emprunt que le Canada a contracté. Le taux de l'intérêt est très élevé. C'est peut-être le mieux qu'on ait pu obtenir, mais cela nous oblige en attendant à comprendre la situation dans laquelle nous nous trouvons. D'après moi, cette dépense n'est absolument pas nécessaire si nous tenons compte surtout que nous prenons possession pratiquement d'une ligne transcontinentale que l'Etat possédera, si elle n'est pas exploitée entièrement sous sa surveillance.

Je suppose que cette ligne de la baie d'Hudson est terminée jusqu'à un certain point. Il est très regrettable que le ministre n'ait pas pris les rails de ce chemin de fer au lieu de s'en procurer sur d'autres voies pour les envoyer en France quand on en avait besoin. Je demande au Gouvernement d'épargner cette dépense si c'est possible cette année. Je ne crois pas que personne puisse invoquer une raison pour justifier cette dépense pour le moment ni dans l'avenir autant que nous pouvons nous en rendre comp-

[L'hon. M. Pugsley.]

te. Si nous en avions les moyens et si nous n'étions pas en guerre, il n'y aurait pas tant à dire contre cette dépense. Toutefois, il est toujours mal de dépenser de l'argent inutilement et je trouve que cette dépense est particulièrement mauvaise. J'espère que bien que ce crédit ait été voté en comité des subsides, le ministre consentira à le renvoyer au comité pour qu'on le réduise autant que possible.

L'hon. M. COCHRANE (ministre des Chemins de fer et des Canaux): Il m'est impossible de faire ce que me demande l'honorable député de Saint-Jean (M. Pugsley). L'automne dernier nous avons passé un marché pour la construction d'un très grand pont sur le Nelson et ce pont se construit en ce moment et il faudra encore un autre mois peut-être pour le finir avant que nous puissions le traverser. Nous ne nous proposons pas de pousser davantage les travaux à Nelson; nous les laisserons en suspens. Mais il nous faut une partie de cette somme pour payer ce que nous avons entrepris.

L'hon. M. PUGSLEY: Quelle somme est nécessaire pour le pont cette année?

L'hon. M. COCHRANE: Environ \$350,000.

L'hon. M. PUGSLEY: C'est seulement un dixième du crédit.

L'hon. M. COCHRANE: Cela ne fait rien. Nous n'avons pas besoin de le dépenser, même si nous l'adoptons.

M. MACDONALD: Chaque fois que les membres de la gauche proposent de réduire les frais d'administration, les ministres répondent invariablement que le Gouvernement n'est pas obligé de dépenser un crédit parce qu'il est voté par le Parlement. Or, s'il n'est pas nécessaire de dépenser certaines sommes d'argent, pour quelle raison le Gouvernement les fait-il voter? Voilà à mon avis une réponse ad rem à cet argument. Quant le ministre des Finances s'adresse à la population du pays pour lui prêcher l'économie dans ses dépenses personnelles, nous ne pouvons nous empêcher de rester ébahis en voyant avec quelle insouciance le Gouvernement plonge le pays dans les dettes et les dépenses exorbitantes et impose des taxes qui pèsent plus lourdement de jour en jour sur les épaules du peuple à cause des obligations urgentes qu'entraîne la conduite de la guerre. En considération des méthodes qu'emploie mon honorable ami relativement à l'administration des affaires publiques, il ne saurait espérer que la population canadienne prêterait une oreille favorable aux appels qu'il lance en faveur de la pratique de l'économie sur toute la ligne.